

Fiche de remarques Comité de suivi inter-fonds (Consultation écrite du 20 novembre au 30 novembre 2015)

Relecteur(s) Nom et Organisme: Jacques DEPIEDS maire de MANE et Association des Maires des Alpes de Haute Provence

Remarque(s) détaillée(s) :

Ordre du jour	Remarques
<u>Point 1</u>	

Comité de Suivi

Consultation écrite du 23 novembre 2015

Réponse rédigée en concertation avec Daniel SPAGNOU Président de l'association des maires des Alpes de Haute Provence

Validation de la stratégie de communication FEDER-FSE :

La présente consultation écrite donne l'opportunité d'une analyse critique des premiers mois de fonctionnement.

Analyse tout à la fois de portée générale et enfin spécifique à chaque fonds.

L'annexe 7.1 «des évolutions majeures période 2014-2020» :

Cette annexe précise en son deuxième paragraphe : «**de nouveaux principes d'attribution des financements**».

Le postulat, basé sur la «sélectivité», aboutit à une concentration des crédits au détriment des secteurs en retard de développement.

Au reste ce même principe de «sélectivité» est établi sur la plénitude du dossier indépendamment de la qualité du projet.

L'analyse critique est tout d'abord de portée générale :

L'instruction des dossiers intervient en deux étapes :

- la première sur la plénitude des pièces qui concernent le porteur du projet,
- la seconde sur le projet lui-même et l'intérêt de son financement.

C'est la première étape qui interpelle. Ainsi le porteur de projet doit justifier d'une trentaine de critères et produire, pour les respecter, plusieurs centaines de photocopies.

L'absence d'une seule de ces pièces conduit au rejet du dossier.

Il s'agit là d'une particularité qui génère des retards dans la mise en œuvre des projets, provoque un accroissement du travail administratif, frappe d'inertie l'activité économique et peut conduire, à terme, à la procédure de dégagement d'office.

Proposition

Sur la complétude du dossier :

Il convient de modifier cette disposition du règlement et d'accorder un délai au porteur du projet, comme pratiquent certaines régions, afin qu'il fournisse les pièces manquantes dans le délai de dix à quinze jours.

Sur les critères :

Comme préalablement précisé, la prise en compte du dossier doit répondre, précédemment à son examen, à une trentaine de critères.

Cet excès de zèle participe à l'inertie précitée, alors que dans certains Etats Européens, eux aussi concernés, par la Politique Régionale, on se limite à seulement **quatre critères**.

À titre d'exemple, on peut citer un certain nombre de critères prévus, par le règlement de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, qui paraissent superfétatoires.

Ainsi le porteur du projet, représentant d'une collectivité publique, doit attester que cette dernière est à jour avec le fisc en matière d'impôt sur le revenu.

Ou encore produire la délibération par laquelle il a été élu dans les fonctions exécutives.

A cela s'ajoute la production :

- ↳ des budgets, comptes administratifs, comptes de gestion, dans leur intégralité et pour les trois derniers exercices.
- ↳ des pièces administratives et techniques qui constituent les marchés conclus avec des entreprises.

L'ensemble représente un millier de photocopies.

Nul doute qu'il y a là matière à rationaliser la production de ces documents.

Voilà, très rapidement, dans l'immédiat, les améliorations de nature à simplifier la présentation des dossiers de demande de financement.



UNION EUROPÉENNE



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Comment ? :

En supprimant un certain nombre de ces exigences. Par exemple en ne retenant que le compte administratif ou le compte de gestion, l'un et l'autre reprenant les mêmes chiffres.

Et pour les marchés publics, se limiter aux actes d'engagement et pour les autres documents, à une simple attestation sur l'honneur de l'exécutif.

Comment les fonds sont-ils perçus par les bénéficiaires :

L'enquête révèle qu'une très grande majorité des bénéficiaires, 70 %, considère la procédure des aides européennes comme complexe.

Le résultat serait encore beaucoup plus surprenant si cette même enquête avait sollicité l'opinion de ceux qui, justement ne sont pas bénéficiaires et considèrent l'Europe d'une manière négative.

Aussi convient-il de réformer grandement les règlements qui régissent l'actuel programme pour donner une autre impression de l'Europe à nos concitoyens et aux élus.

FEDER :

Des planchers particulièrement élevés interdisent, notamment aux communes rurales, d'accéder à ces financements.

Contrairement à ce qui est affirmé, la Commission Européenne n'exige pas la mobilisation des crédits FEDER sur les zones urbaines.

Seule exigence exprimée par celle-ci : affecter 5 à 10 % du FEDER au bénéfice desdites zones.

Il ne fait aucun doute qu'il s'agit, par ce stratagème, de réduire le nombre de dossiers soumis à l'instruction.

Proposition

Respecter les objectifs de la Commission Européenne en limitant à 10% les crédits FEDER pour les zones urbaines.

Autre proposition : réduire fortement les montants planchers afin d'étendre les possibilités de financement à un large éventail de collectivités publiques

FEADER :

L'enveloppe de crédits alloués à la région Provence Alpes Côte d'Azur représente des sommes très importantes : 476 millions.

Dans les faits, les crédits alloués aux territoires ruraux, ou plus précisément aux collectivités rurales, ne représentent que la somme de 5,5 millions €.

On est bien loin des moyens du deuxième pilier de la PAC, du temps du FEOGA, qui offraient des possibilités très largement supérieures, d'où la nécessité d'un rééquilibrage en faveur des territoires ruraux par prélèvement sur les crédits du FEDER.



UNION EUROPÉENNE



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Ce qui retient aussi l'attention, ce sont les importantes prévisions de crédits destinés au dédommagement des préjudices causés par le loup.

32 millions d'euros sont mobilisés sur la période qui court de 2014 à 2020.

Ce chiffre exorbitant doit être mis en parallèle avec les crédits ouverts pour les services de base destinés aux populations rurales ; c'est-à-dire à des investissements comme notamment les commerces de proximité, lesquels doivent se contenter de la somme de 4 900 000 €.

Le patrimoine rural est encore plus mal traité puisque sur la même période les crédits prévus se limitent à 1 600 000 €.

On peut observer que ces deux dernières possibilités de soutien financier aux collectivités rurales ont été différées en 2016.

Le constat :

La situation présente, en ce qui concerne les dégâts occasionnés par le loup, est le fait de l'incurie du Gouvernement.

Ce dernier, en différant la demande de réforme de la Convention de Berne, à seule fin que le loup ne soit plus considéré comme espèce en voie de disparition, porte la responsabilité du préjudice subi par la profession agricole et doit en assumer la responsabilité financière.

Pour une autre répartition des crédits :

Sur la base de ce qui précède, je propose une répartition totalement différente et souhaite que celle-ci soit soumise lors de la plus prochaine réunion du Comité du Suivi :

- Mesure 7-6-2 : Protection contre la prédation du loup

5 millions d'euros au lieu de 32 millions €

- Mesure 7-4 : Services de base :

16 500 000 € au lieu de 4,9 millions €

- Mesure 7.6.5 : Patrimoine rural et actions culturelles

16 500 000 € au lieu de 1 600 000 €.

Ce sont les réserves et propositions à ce jour que je suis en mesure de vous adresser.

Mane, le 30 Novembre 2015

Le Maire de MANE,

Jacques DEPIEDS.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur

